



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART

Animation du territoire - Attribution d'un fonds de concours à la Commune de Grabels - Convention d'attribution - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 5 juillet 2021, le Conseil municipal de Grabels a approuvé la création de la Zone d'aménagement concertée « EcoQuartier » de Gimel.

Le projet, confié à l'architecte François FONTÈS et à l'aménageur GGL, prévoit la création d'environ 800 logements. Il tient compte des enjeux environnementaux (respect des espaces boisés de qualité, valorisation de la source du Verdanson, gestion innovante de l'eau, des énergies et de la mobilité) ainsi que des problématiques urbaines et paysagères (entrée de ville de Grabels, gestion raisonnée de la densité, mise en cohérence avec les espaces urbains préexistants à proximité, implantation d'une école), tout en portant une ambition culturelle forte avec le renouveau de la tuilerie de Massane.

Ce mas datant du XVII^e siècle a hébergé pendant plus de quarante ans, de 1937 à son décès en 1978, l'écrivain Joseph DELTEIL. Avec sa compagne Caroline DUDLEY, le poète y reçoit nombre d'artistes : des écrivains comme Albert CAMUS, Max ROUQUETTE, Ernest HEMINGWAY, des peintres comme Pierre SOULAGES, Sonia et Robert DELAUNAY, Marc CHAGALL, des musiciens comme Charles TRENET, Georges BRASSENS et Joséphine BAKER. La « Delteillerie », comme la dénomme l'auteur, devient durant toute cette période un haut lieu d'amitié, d'art et de littérature.

En plus de son intérêt architectural et culturel, le site de la tuilerie constitue un ensemble naturel exceptionnel, avec la proximité de la source du Verdanson et la présence d'arbres remarquables. Sa situation géographique revêt également un enjeu urbain stratégique, comme trait d'union entre le centre ancien et le quartier de la Valsière.

La Ville de Grabels porte ainsi l'ambition de créer à la tuilerie de Massane un haut lieu culturel, en cohérence avec son histoire artistique et littéraire. Pour ce faire, elle souhaite dans un premier temps réaliser un diagnostic des bâtiments existants, définir avec précision les usages du futur équipement et en élaborer un modèle économique viable.

Afin de pouvoir réaliser les études correspondantes et lancer les premiers travaux, la Commune de Grabels sollicite un soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 000 €.

Compte tenu des valeurs patrimoniale, culturelle et environnementale de la tuilerie de Massane, de l'intégration cohérente du projet à la fois au sein de la prochaine ZAC de Gimel et dans le paysage culturel métropolitain, il est proposé de répondre favorablement à cette demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Grabels dans le cadre du projet de renouvellement de la tuilerie de Massane, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172811-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention d'attribution

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.